

Définitif le 14/03/2009

PROJET DE DECISION
STATUANT SUR UNE OPPOSITION

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE ;

Vu le Code de la propriété intellectuelle et notamment ses articles L. 411-4, L. 411-5, L. 712-3 à L. 712-5, L. 712-7, L. 713-2, L. 713-3, R. 411-17, R. 712-13 à R. 712-18, R. 712-21, R. 712-26 et R. 718-2 à R. 718-4 ;

Vu l'arrêté du 31 janvier 1992 relatif aux marques de fabrique, de commerce ou de service ;

Vu l'arrêté modifié du 24 avril 2008, relatif aux redevances de procédure perçues par l'Institut national de la propriété industrielle.

I.- FAITS ET PROCEDURE

Monsieur Gérald M a déposé le 1^{er} juillet 2008, la demande d'enregistrement n°08 3 585 353 portant sur le signe complexe CHANG ER D'AILLEURS.

Ce signe est destiné à distinguer, notamment, les services suivants : « *Transport ; organisation de voyages. Location de garages ou de places de stationnement. Location de véhicules, de bateaux ou de chevaux. Services de taxis. Réservation pour les voyages ; hébergement temporaire. Services hôteliers. Réservation de logements temporaires* ».

Le 7 octobre 2008, Messieurs Christian G et Yves G ont formé opposition à l'enregistrement de cette marque.

La marque antérieure invoquée dans cet acte est la marque verbale AILLEURS VOYAGES, déposée le 20 mars 2001 et enregistrée sous le n° 0 1 3 090 005.

Cet enregistrement porte notamment sur les services suivants : « *Organisation de voyages, agences de tourisme, organisation de croisières, d'excursions, réservation de places de voyages, location de voitures, transport de passagers, service d'autobus. Réservation d'hôtels. Agence de logements* ».

L'opposition a été notifiée au déposant, le 14 octobre 2008, et ce dernier a présenté des observations en réponse à l'opposition.

II.- ARGUMENTS DES PARTIES

A.- L'OPPOSANT

Les opposants font valoir, à l'appui de leur opposition, les arguments exposés ci-après.

Sur la comparaison des services

Dans l'acte d'opposition, les opposants font valoir que les services de la demande d'enregistrement contestée, objets de l'opposition, sont identiques et similaires à ceux invoqués de la marque antérieure.

Sur la comparaison des signes

Les opposants indiquent que la demande d'enregistrement contestée constitue l'imitation de la marque antérieure, en raison de la reprise de l'élément AILLEURS.

B.- LE TITULAIRE DE LA DEMANDE D'ENREGISTREMENT CONTESTEE

Dans ses observations en réponse à l'opposition, le déposant conteste la comparaison des services et celle des signes.

III.- DECISION

Sur la comparaison des services

CONSIDERANT que l'opposition porte sur les services suivants : « *Transport ; organisation de voyages. Location de garages ou de places de stationnement. Location de véhicules, de bateaux ou de chevaux. Services de taxis. Réservation pour les voyages ; hébergement temporaire. Services hôteliers. Réservation de logements temporaires* » ;

Que la société opposante a, dans l'acte d'opposition, visé comme servant notamment de base à l'opposition les services suivants « *accompagnateurs de voyageurs* », lesquels ne figurent pas dans le libellé de la marque antérieure invoquée ;

Qu'en conséquence, le libellé de la marque antérieure à prendre en considération aux fins de la procédure d'opposition est le suivant : « *Organisation de voyages, agences de tourisme, organisation de croisières, d'excursions, réservation de places de voyages, location de voitures, transport de passagers, service d'autobus. Réservation d'hôtels. Agence de logements* ».

CONSIDERANT que les services suivants « *Transport ; organisation de voyages. Location de véhicules. Réservation pour les voyages* » de la demande d'enregistrement contestée apparaissent identiques et similaires aux services invoqués de la marque antérieure, ce qui n'est pas contesté par le déposant.

CONSIDERANT de même, que les services d'« *hébergement temporaire. Réservation de logements temporaires* » de la demande d'enregistrement contestée, apparaissent similaires aux services d'« *agence de logements* » de la marque antérieure, ce qui n'est pas contesté par le déposant ;

Que dès lors, il n'y a pas lieu de se prononcer sur les autres liens d'identité ou de similarité invoqués par la société opposante.

CONSIDERANT que les « *Services de taxis* » de la demande d'enregistrement contestée ont à l'évidence le même objet que les service de « *transport de passagers* » de la marque antérieure ;

Que ces services sont donc similaires ;

Qu'ainsi, la similarité des services précités ayant été démontrée, il n'y a pas lieu de se prononcer sur les autres liens d'identité ou de similarité invoqués par la société opposante.

CONSIDERANT que les « *Services hôteliers* » de la demande d'enregistrement contestée présentent un lien étroit et obligatoire avec les services de « *réservation d'hôtels* » de la marque antérieure, les seconds ayant pour objet les premiers ;

Que ces services sont donc complémentaires, et dès lors similaires ;

Qu'ainsi, la similarité des services précités ayant été démontrée, il n'y a pas lieu de se prononcer sur les autres liens d'identité ou de similarité invoqués par la société opposante.

CONSIDERANT en revanche, que les services de « *location de bateaux ou chevaux* » de la demande d'enregistrement contestée ne présentent pas, à l'évidence, le même objet que les services de « *location de voitures* » de la marque antérieure, les chevaux et bateaux ne pouvant être assimilés aux voitures visées par les services précités de la marque antérieure ;

Que ne répondant pas aux mêmes besoins, ils ne s'adressent pas à la même clientèle (personnes désireuses de pratiquer l'équitation ou le bateau pour les premiers, public désireux de se déplacer en voiture pour les seconds) et ne sont pas fournis par les mêmes prestataires (centres d'équitation et centres nautiques ou spécialistes de la plaisance pour les premiers, loueurs de voitures pour les seconds) ;

Qu'il ne s'agit donc pas de services similaires, contrairement aux assertions de la société opposante, le public n'étant pas fondé à leur attribuer une origine commune.

CONSIDERANT de même que les services de « *location de bateaux ou chevaux* » de la demande d'enregistrement contestée ne sont pas nécessairement inclus dans les services d'« *organisation de voyages ; agences de tourisme* » de la marque antérieure, contrairement à ce que soutient la société opposante ;

Que ne répondant pas aux mêmes besoins, ils ne s'adressent pas à la même clientèle (personnes désireuses de pratiquer l'équitation ou le bateau pour les premiers, public désireux de voyager) et ne sont pas fournis par les mêmes prestataires (les seconds étant offerts par des agences de voyages) ;

Qu'il ne s'agit donc pas de services similaires, contrairement aux assertions de la société opposante, le public n'étant pas fondé à leur attribuer une origine commune.

CONSIDERANT enfin que les services de « *Location de garage ou de places de stationnement* » de la demande d'enregistrement, qui ont pour objet la mise à disposition d'un emplacement déterminé, ne présentent pas de lien étroit et obligatoire avec les services d'« *organisation de voyages ; transport de passagers* » de la marque antérieure, ces services n'étant pas nécessairement rendus en association les uns avec les autres, contrairement à ce que soutient la société opposante ;

Qu'en outre, contrairement à ce que soutient la société opposante, ces services ne sont pas fournis par les mêmes entreprises, les premiers étant généralement proposés par des agents immobiliers, des administrateurs de biens ou des organismes gestionnaires de parkings publics ou privés, alors que les seconds sont rendus par des professionnels du tourisme ou du transport ;

Que ces services ne sont donc pas complémentaires, ni dès lors similaires, le public n'étant pas fondé à leur attribuer une origine commune.

CONSIDERANT en conséquence, que la demande d'enregistrement désigne des services pour les uns, identiques et pour les autres, similaires, aux services invoqués de la marque antérieure.

Sur la comparaison des signes

CONSIDERANT que la demande d'enregistrement porte sur le signe verbal CHANGER D'AILLEURS, présenté en lettres majuscules d'imprimerie droites, grasses et noires

Que la marque antérieure porte sur le signe verbal AILLEURS VOYAGES, présenté en lettres minuscules d'imprimerie droites et noires, à l'exception de l'initiale A, en majuscule.

CONSIDERANT que les opposants invoquent l'imitation de la marque antérieure par le signe contesté.

CONSIDERANT que l'imitation nécessite la démonstration d'un risque de confusion entre les signes, lequel doit donc être apprécié globalement à partir de tous les facteurs pertinents du cas d'espèce ; que cette appréciation globale doit, en ce qui concerne la similitude visuelle, auditive ou conceptuelle des marques en cause, être fondée sur l'impression d'ensemble produits par les marques, en tenant compte, notamment de leurs éléments distinctifs et dominants.

Que si les signes ont en commun le terme AILLEURS distinctif au regard des services désignés, cette circonstance ne saurait suffire à elle seule à engendrer un risque de confusion entre les signes pris dans leur ensemble ;

Qu'en effet, si le terme AILLEURS revêt un caractère essentiel dans la marque antérieure, en ce que le terme VOYAGES qui le suit est dépourvu de caractère distinctif au regard des services déclarés identiques et similaires dont il désigne l'objet, tel n'est pas le cas dans le signe contesté ;

Qu'au sein de ce signe, le terme AILLEURS est précédé des termes CHANGER D' avec lesquels il forme un ensemble construit selon les règles grammaticales habituelles ; que dès lors l'élément AILLEURS n'apparaît pas dominant au sein du signe contesté ;

Qu'ainsi l'attention du consommateur se portera sur l'expression dans son ensemble CHANGER D'AILLEURS ;

Qu'enfin, les signes en présence, pris dans leur globalité, présentent d'importantes différences propres à générer une impression d'ensemble différente ;

Qu'en effet, visuellement, les signes se distinguent par la présence d'éléments verbaux différents (CHANGER D' pour le signe contesté/ VOYAGES pour la marque antérieure), et par leurs termes d'attaque ; qu'il en résulte une physionomie d'ensemble très différente ;

Que phonétiquement les signes CHANGER D'AILLEURS et AILLEURS VOYAGES se distinguent par leurs sonorités d'attaque et finale ;

Qu'enfin, intellectuellement, le signe contesté évoque l'idée de changement, évocation qui n'apparaît pas dans la marque antérieure.

CONSIDERANT en conséquence, qu'en raison de l'absence d'imitation de la marque antérieure par le signe contesté, il n'existe pas globalement de risque de confusion sur l'origine de ces marques dans l'esprit du consommateur concerné et ce, malgré l'identité et la similarité d'une partie des services en cause ;

Qu'ainsi, le signe verbal contesté CHANGER D'AILLEURS peut être adopté comme marque pour désigner des services identiques et similaires, sans porter atteinte aux droits antérieurs de la société opposante sur la marque verbale AILLEURS VOYAGES.

PAR CES MOTIFS

DECIDE

Article unique : L'opposition n°08-3568 est rejetée.

Marie JAOUEN, Juriste

**Pour le Directeur général
de l'Institut national de la propriété industrielle**

Christine B, Chef de Groupe